

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Sainte-Anne-des-Plaines pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signataire

Sylvie Poitras, Trésorière

Date

1.1 12 mai 2026

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	29
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	31
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	32
Charges par objets	33
Excédent (déficit) accumulé	34
Avantages sociaux futurs	38

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	45
Analyse des charges	57

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2025 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations- Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

GBA CPA INC.¹

Saint-Jérôme, le 12 mai 2026

¹Par CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A130780

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	22 344 200	22 402 216	21 971 992
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 858 900	2 870 325	2 954 962
Quotes-parts	3			
Transferts	4	3 409 800	3 796 437	2 485 578
Services rendus	5	1 065 900	1 590 718	1 306 397
Imposition de droits	6	1 313 800	1 737 449	2 532 472
Amendes et pénalités	7	560 000	444 808	624 742
Revenus de placements de portefeuille	8	75 000	106 398	203 858
Autres revenus d'intérêts	9	230 000	276 074	254 087
Autres revenus	10	95 000	1 050 178	203 957
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	31 952 600	34 274 603	32 538 045
Charges				
Administration générale	14	4 441 600	4 457 993	4 043 801
Sécurité publique	15	6 405 900	6 586 619	6 158 599
Transport	16	8 050 600	8 211 800	7 900 888
Hygiène du milieu	17	6 339 900	6 528 636	6 496 107
Santé et bien-être	18	166 000	158 488	162 726
Aménagement, urbanisme et développement	19	977 900	994 775	890 574
Loisirs et culture	20	5 187 100	5 249 773	5 062 450
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 475 000	1 350 835	1 195 893
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	33 044 000	33 538 919	31 911 038
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(1 091 400)	735 684	627 007
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		60 966 246	60 339 239
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		60 966 246	60 339 239
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		61 701 930	60 966 246

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 232 023	1 498 221
Débiteurs (note 5)	2	9 671 779	9 065 250
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	9 500	
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	10 913 302	10 563 471
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	9 350 000	5 050 001
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	5 370 004	6 134 610
Revenus reportés (note 11)	12	1 388 764	1 127 948
Dette à long terme (note 12)	13	40 739 899	37 066 428
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		47 900
Autres passifs (note 14)	15		
	16	56 848 667	49 426 887
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(45 935 365)	(38 863 416)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	107 619 246	99 804 590
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	14 888	14 888
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	3 161	10 184
	23	107 637 295	99 829 662
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	61 701 930	60 966 246
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	61 701 930	60 966 246
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	61 701 930	60 966 246
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(1 091 400)	735 684	627 007
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	18 965 000)	12 890 072)	10 630 867)
Produit de cession	3		32 341	79 601
Amortissement	4	4 848 300	4 981 776	4 972 399
(Gain) perte sur cession	5		(13 641)	(9 764)
Réduction de valeur / Reclassement	6		74 940	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(14 116 700)	(7 814 656)	(5 588 631)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		7 023	18 303
	13		7 023	18 303
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(15 208 100)	(7 071 949)	(4 943 321)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(38 863 416)	(33 920 095)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(38 863 416)	(33 920 095)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(45 935 365)	(38 863 416)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de l'exercice	1 735 684	627 007
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2 4 981 776	4 972 399
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3	
Autres		
▪ (Gain) perte sur cession	4.1 (13 641)	(9 764)
▪ Reclassement dépense non capitalisable	4.2 74 940	
	5 5 778 759	5 589 642
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	6 (606 529)	1 394 004
Autres actifs financiers	7	
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8 (764 606)	1 398 247
Revenus reportés	9 260 816	308 012
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10 (57 400)	(36 400)
Propriétés destinées à la revente	11	
Stocks de fournitures	12	
Autres actifs non financiers	13 7 023	18 303
	14 4 618 063	8 671 808
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (12 890 072) (	10 630 867)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16 32 341	79 601
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 () ()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	
	19 (12 857 731)	(10 551 266)
Activités de placement		
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux		
Émission ou acquisition	20 () ()
Remboursement ou cession	21	
Autres placements de portefeuille		
Acquisition	22 () ()
Cession	23	
	24	
Activités de financement (note 4)		
Émission de dettes à long terme	25 6 914 200	3 471 300
Remboursement de la dette à long terme	26 (3 182 200) (	3 233 300)
Variation nette des emprunts temporaires	27 4 299 999	3 850 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28 (58 529)	(33 011)
Autres		
▪	29.1	
	30 7 973 470	4 054 989
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31 (266 198)	2 175 531
Solde déjà établi	32 1 498 221	(677 310)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33	
Solde redressé	34 1 498 221	(677 310)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35 1 232 023	1 498 221

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sainte-Anne-des-Plaines est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes (Lrq,c.C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales et l'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales présentés aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé présentée à la page S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits, les événements et les transactions leur donnant lieu. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont acquittées.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placement de portefeuille

Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

E) Actifs non financiers

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financier étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs à moins d'être vendus.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des déboursés effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels autres que les éléments incorporels achetés ne sont pas constatés dans les états financiers de la Ville.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à compter du mois suivant leur transfert à la catégorie d'immobilisation appropriée, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	de 15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	de 10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	de 5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 ans

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

F) Revenus

Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Constatation des revenus

- Les taxes sont constatées lors du dépôt du rôle de perception initial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ce rôle. Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées à partir de la date de prise d'effet des certificats émis par l'évaluateur.
- Les compensations tenant lieu de taxes sont constatées lorsqu'une demande de paiement a été effectuée, sauf pour celles provenant du gouvernement du Québec et de ses entreprises où la constatation survient lorsque les sommes sont encaissées.
- Les services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.
- Les revenus de licences et permis sont constatés au moment de la délivrance du permis au payeur.
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'Officier de publicité foncière.
- Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.
- Les revenus liés à l'imposition d'amendes ou de pénalités sont constatés lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever les sommes en cause. Lorsque les dispositions législatives ou réglementaires applicables prévoient un délai de contestation ou requièrent une réponse à l'accusation de la part de l'assigné, les revenus ne sont constatés que lorsque ces événements ont eu lieu.
- Les revenus de placements de portefeuille sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les intérêts sur les dépôts en banque et les placements de portefeuille, s'il y a lieu.
- Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les revenus d'intérêts non associés aux dépôts en banque et aux placements de portefeuille, notamment sur les arriérés de taxes.
- Les revenus rattachés à la cession d'actifs sont comptabilisés comme revenus à la date de l'acte de transfert.
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

G) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de la répartition des prestations constituées au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2025 selon la méthode de la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Le 11 avril 2024, la Cour suprême du Canada a mis fin à la première partie du débat dans l'affaire visant la contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal la <Loi RRSM> en rejetant tous les appels et appels incidents sur ce débat. Le jugement de la Cour supérieure du Québec est donc maintenu et les dispositions de la Loi RRSM permettant de suspendre l'indexation automatique des rentes des retraités sont jugées inconstitutionnelles, invalides et inopérantes. Une seconde partie sur les mesures compensatoires devra avoir lieu et ne visera que les régimes pour lesquels l'organisme municipal a décidé de suspendre en totalité ou en partie l'indexation automatique des rentes des retraités à compter du 1er janvier 2017. Puisque le régime ne prévoyait pas d'indexation automatique avant l'application de la Loi RRSM, ce jugement n'a aucune incidence sur le régime.

Retraite Québec a émis des directives sur la façon de reconnaître l'impact de ce jugement dans les évaluations actuarielles. Ces directives n'ont aucun impact sur les résultats du présent rapport.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
- Éléments présentés à l'encontre des DCTP:
 - pour le financement des activités de fonctionnement: au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette à long terme
- Avantages sociaux futurs:
 - aucun montant à pourvoir dans le futur n'a été constaté.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et autres actifs financiers sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

J) Autres éléments

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 232 023	1 498 221
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
▪			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 232 023	1 498 221
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 232 023	1 498 221
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	1 232 023	1 498 221
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note**5. Débiteurs**

		2025	2024
Taxes municipales	9	2 107 248	1 967 930
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	4 927 872	4 671 034
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 365 713	548 846
Organismes municipaux	13	622 357	862 586
Autres			
▪ Mutations	14.1	488 672	818 824
▪ Autres	14.2	159 917	196 030
	15	9 671 779	9 065 250
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 295 632	3 567 780
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	3 295 632	3 567 780
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	35 000	35 000
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	3 212 700	2 936 702
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	577 702	632 557
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	70 880	128 884
Ministère de la Culture et des Communications	26	206 324	239 400
Autres ministères/organismes	27	860 266	733 491
	28	4 927 872	4 671 034

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

6. Prêts

	2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29	
Prêts à un fonds d'investissement	30	
Autres		
▪	31.1	
	32	
Provision pour moins-value déduite des prêts	33	

Note**7. Placements de portefeuille**

	2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	34	
Autres placements	35	
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	36	
Autres placements	37	
	38	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41	
Autres		
▪	42.1	
	43	

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'une marge de crédit autorisée de 5 000 000\$ portant intérêt au taux de base. Au 31 décembre 2025, cette marge de crédit était inutilisée.

De plus, la Ville dispose de facilités de crédit autorisées de 47 657 000\$ portant intérêts au taux de 4.45%. Au 31 décembre 2025, un montant de 9 350 000\$ était utilisé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

10. Crédeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	2 311 300	2 869 794
Salaires et avantages sociaux	45	932 877	1 055 570
Dépôts et retenues de garantie	46	1 285 754	1 041 568
Provision pour contestations d'évaluation	47	38 834	38 834
Autres			
▪ Intérêts courus sur dette long terme	48.1	419 807	359 696
▪ Organismes municipaux	48.2	381 432	769 148
	49	5 370 004	6 134 610

Note**11. Revenus reportés**

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	202 483	103 697
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres	55.1	9 914	12 992
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56	406 916	376 037
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	324 242	228 153
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59	278 310	238 497
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Entente de déneigement	62.1	14 662	14 728
▪ Loisirs, etc.	62.2	40 937	34 844
▪ Dépôts de garantie	62.3	111 300	119 000
	63	1 388 764	1 127 948

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,80	5,05	2026	2030	64	41 090 000	37 358 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	41 090 000	37 358 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(350 101)	(291 572)
					72	40 739 899	37 066 428

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73		3 290 000			3 290 000
2027	74		3 250 000			3 250 000
2028	75		3 242 000			3 242 000
2029	76		3 097 000			3 097 000
2030	77		2 870 000			2 870 000
2031 et plus	78		25 341 000			25 341 000
	79		41 090 000			41 090 000
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	()
	81		41 090 000			41 090 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

13. Avantages sociaux futurs

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	9 500 (47 900)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	9 500 (47 900)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	380 300 353 100
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89	13 729 13 026
	90	394 029 366 126

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97	() ()
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	29 077 561	279 988		29 357 549
Eaux usées	102	40 486 995	927 185		41 414 180
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	48 782 868	2 137 605		50 920 473
Autres					
▪ Parcs, éclairage de rues, etc.	104.1	17 646 902	1 045 592		18 692 494
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	13 152 805	321 132		13 473 937
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	5 128 588	682 641	72 275	5 738 954
Ameublement et équipement de bureau	109	1 158 085	135 256		1 293 341
Machinerie, outillage et équipement divers	110	4 185 483	891 851	98 581	4 978 753
Terrains	111	1 582 404			1 582 404
Autres	112				
	113	161 201 691	6 421 250	170 856	167 452 085
Immobilisations en cours	114	24 490 574	6 468 822	74 940	30 884 456
	115	185 692 265	12 890 072	245 796	198 336 541
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	16 075 140	635 910		16 711 050
Eaux usées	117	21 289 967	985 359		22 275 326
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	31 242 500	1 598 105		32 840 605
Autres					
▪ Parcs, éclairage de rues, etc.	119.1	5 915 124	828 130		6 743 254
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	5 378 863	303 906		5 682 769
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	2 184 268	277 911	72 275	2 389 904
Ameublement et équipement de bureau	124	980 625	63 285		1 043 910
Machinerie, outillage et équipement divers	125	2 821 188	289 170	79 881	3 030 477
Autres	126				
	127	85 887 675	4 981 776	152 156	90 717 295
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	99 804 590			107 619 246
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	10 580	10 580
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	4 308	4 308
	135	14 888	14 888
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	14 888	14 888

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Divers	143.1	3 161	10 184
Autres			
▪	144.1		
	145	3 161	10 184

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée en vertu d'un contrat pour les années 2023 à 2025 avec option de renouvellement pour 2026 et 2027 auprès d'Enviro Connexions pour la gestion de ses matières résiduelles pour un montant de 1 805 838\$ annuellement incluant les taxes qui sera indexé à chaque année selon l'indice des prix à la consommation. Un montant de 1 290 125\$ a été payé pour l'année 2025.

La Ville a retenu les services de Charex inc. pour les travaux de déneigement des années 2022 à 2027 pour un montant de 1 045 698\$ incluant les taxes pour la saison hivernale 2022-2023 ce montant sera majoré de 2% pour chacune des saisons subséquentes. Les paiements s'échelonneront de janvier à mai de chaque année. Un montant de 1 140 412\$ a été payé pour l'année 2025.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Ville de Sainte-Anne-des-Plaines s'est engagée auprès de la firme LBP Évaluateurs agréés pour un montant de 762 566\$ incluant les taxes pour la fourniture des services professionnels en évaluation foncière pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2029. Un montant de 146 478\$ a été payé pour l'année 2025.

La Ville a octroyé un contrat pour les années 2025 et 2026 à SPCA Monani-Mo au montant de 110 000\$ taxes incluses plus 50% des ventes de médailles. Un montant de 70 847\$ a été attribué pour l'année 2025.

La Ville se prévoit de l'option de prolongation du contrat avec WM Québec inc. pour une durée de cinq (5) ans, soit du 1er août 2022 au 31 juillet 2027 relativement aux services d'enfouissement des matières résiduelles résidentielles. Le tarif unitaire de base sera majoré de l'indice des prix à la consommation annuellement. En 2025, un montant de 294 201\$ a été versé.

La Ville a signé un nouveau bail pour un local d'un montant de 1 500\$ par mois débutant en septembre 2025 jusqu'en août 2026 avec option de renouvellement d'un an. Un montant de 18 000\$ a été versé en 2025.

De plus, la Ville a signé un bail avec 9186-5667 Québec inc. pour la location d'un immeuble pour la période du 1er septembre 2022 au 31 août 2032 avec une option de renouvellement de cinq (5) ans. Le coût annuel de base est fixé à 120 000\$ plus les taxes applicables, le loyer de base sera majoré de 2% pour les quatre (4) années suivantes. Pour l'année 2025, un montant de 164 963\$ a été attribué en vertu du bail.

La Ville s'est engagée en vertu d'un contrat de location d'un chargeur sur roues pour les saisons hivernales 2022-2023 à 2025-2026 avec Les Entreprises S. Maisonneuve pour une somme maximale de 104 857\$ incluant les taxes. Un montant de 26 214\$ a été versé pour l'année 2025.

La Ville a octroyé un contrat pour le nettoyage des conduites d'égouts sanitaires et pluviales pour les années 2023 à 2027 avec le Groupe Sanyvan inc. pour un montant de 398 043\$ incluant les taxes. Un montant de 81 413\$ a été payé pour l'année 2025.

La Ville a octroyé un contrat pour la fourniture de service de maintenance des équipements électromécaniques pour les années 2023 à 2028 avec Honeywell Limitée pour un montant de 551 300\$ incluant les taxes. Un montant de 107 003\$ a été versé pour l'année 2025.

La Ville a conclu un contrat pour la location de conteneurs, service de collecte, de transport et de valorisation de matériaux secs pour les années 2024 à 2026 avec WM Québec inc. pour un montant de 269 905\$ incluant les taxes. En 2025, un montant de 160 606\$ a été versé en vertu de ce contrat.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

En novembre 2025, la Ville a octroyé trois contrats pour la collecte et transport des matières recyclables pour les années 2026 à 2029 avec possibilité de deux années d'option de renouvellement. Les entreprises sont Environnement Routier NRJ inc. pour le lot A d'un montant de 1 574 100\$ incluant les taxes, Enviro Connexions pour le lot B d'un montant de 352 290\$ et Derichebourg Canada Environnement inc. pour le lot C d'un montant de 488 968\$

20. Droits contractuels

S/O

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪ Emprunt - Centre Sportif de SADP	148.1	3 700 000	2 318 016
	149	3 700 000	2 318 016
	150	3 700 000	2 318 016

Le 19 mai 2020, la Ville est autorisée par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation à se porter à nouveau caution du Centre Sportif de Ste-Anne-des-Plaines Inc., pour un montant maximum de 1 350 000\$ et ce selon la résolution 2020-02-059 adoptée le 11 février 2020. Ce cautionnement s'ajoute au cautionnement approuvé le 2 mai 2014 par la résolution 2014-01-016.

B) Auto-assurance

La Ville de Sainte-Anne-des-Plaines a décidé de participer à un fonds de garantie de regroupement composé de douze (12) autres municipalités, régies municipales et MRC de la région. Un montant annuel 17 655\$ a été versé à titre de quote-part dans la mise en place d'une mutuelle des risques de responsabilité civile d'un montant de 500 000\$ pour l'ensemble des membres du regroupement. À la fin de l'entente, toutes sommes résiduelles des réclamations seraient remises à la Ville. Aucune provision n'est inscrite aux livres pour ces remboursements éventuels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) Poursuites

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à diverses actions, réclamations et contestations estimées à plus de 476 987 \$. La Ville conteste le bien-fondé des réclamations en cours et la direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influeront pas de façon sensible sur la situation financière. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers. Conséquemment, aucune provision ne figure aux états financiers.

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie d'un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, excluant les taxes municipales à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations, les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2025	2024
Non en souffrance	445 162 \$	557 474 \$

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

31 décembre 2024						
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	
Emprunt	5 050 001 \$	–	–	–	5 050 001 \$	
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	4 694 512 \$	–	–	–	4 694 512 \$	
Intérêts courus à payer	359 696 \$	–	–	–	359 696 \$	
Dettes	3 156 000 \$	5 963 000 \$	5 676 000 \$	22 563 000 \$	37 358 000 \$	
	13 260 209 \$	5 963 000 \$	5 676 000 \$	22 563 000 \$	47 462 209 \$	

31 décembre 2025						
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	
Emprunt	9 350 000 \$	–	–	–	9 350 000 \$	
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	3 625 609 \$	–	–	–	3 625 609 \$	
Intérêts courus à payer	419 807 \$	–	–	–	419 807 \$	
Dettes	3 290 000 \$	6 492 000 \$	5 967 000 \$	25 341 000 \$	41 090 000 \$	
	16 685 416 \$	6 492 000 \$	5 967 000 \$	25 341 000 \$	54 485 416 \$	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est exposée à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La Ville est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 498 221 \$	1 498 221 \$
Passifs financiers			
Emprunts	-	5 050 001 \$	5 050 001 \$
Dettes	37 358 000 \$	-	37 358 000 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

31 décembre 2025			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et d'équivalents de trésorerie		1 232 023 \$	1 232 023 \$
Passifs financiers			
Emprunts	-	9 350 000 \$	9 350 000 \$
Dettes	41 090 000 \$	-	41 090 000 \$

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**
(en dollars)

	Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
1 Taxes	22 344 200	22 402 216		22 402 216	21 944 248
2 Compensations tenant lieu de taxes	2 858 900	2 870 325		2 870 325	2 954 962
3 Quotes-parts					
4 Transferts	2 309 800	2 358 117		2 358 117	2 440 819
5 Services rendus	1 065 900	1 590 718		1 590 718	1 306 397
6 Imposition de droits	1 313 800	1 737 449		1 737 449	2 532 472
7 Amendes et pénalités	560 000	444 808		444 808	624 742
8 Revenus de placements de portefeuille	75 000	106 398		106 398	203 858
9 Autres revenus d'intérêts	230 000	276 074		276 074	254 087
Autres revenus					
10 Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables		691 832		691 832	
11 Autres	95 000	205 901		205 901	159 484
12 Effet net des opérations de restructuration					
	30 852 600	32 683 838		32 683 838	32 421 069
Investissement					
14 Taxes					27 744
15 Quotes-parts					
16 Transferts	1 100 000	1 438 320		1 438 320	44 759
17 Imposition de droits					
Autres revenus					
18 Contributions des promoteurs		152 445		152 445	44 473
19 Autres					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux					
20 Effet net des opérations de restructuration					
	1 100 000	1 590 765		1 590 765	116 976
21					
22	31 952 600	34 274 603		34 274 603	32 538 045
23					

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	
				Total	
Revenus					
24	31 952 600	34 274 603		34 274 603	32 538 045
Charges					
Administration générale	4 286 600	4 305 000	152 993	4 457 993	4 043 801
Sécurité publique	6 225 900	6 382 483	204 136	6 586 619	6 158 599
Transport	6 100 600	6 155 353	2 056 447	8 211 800	7 900 888
Hygiène du milieu	4 617 600	4 817 744	1 710 892	6 528 636	6 496 107
Santé et bien-être	166 000	158 488		158 488	162 726
Aménagement, urbanisme et développement	957 900	977 819	16 956	994 775	890 574
Loisirs et culture	4 366 100	4 409 421	840 352	5 249 773	5 062 450
Réseau d'électricité					
Frais de financement	1 475 000	1 350 835		1 350 835	1 195 893
Effet net des opérations de restructuration					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	4 848 300	4 981 776 (	4 981 776 (
35					
36	33 044 000	33 538 919		33 538 919	31 911 038
37	(1 091 400)	735 684		735 684	627 007
Excédent (déficit) lié aux activités					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025		2024
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(1 091 400)	735 684	627 007
Moins : revenus d'investissement	2	(1 100 000)	(1 590 765)	(116 976)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(2 191 400)	(855 081)	510 031
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	4 848 300	4 981 776	4 972 399
Produit de cession	5		32 341	79 601
(Gain) perte sur cession	6		(13 641)	(9 764)
Réduction de valeur / Reclassement	7		74 940	
	8	4 848 300	5 075 416	5 042 236
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	181 800	171 306	135 448
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 909 500)	(2 910 052)	(3 000 529)
	18	(2 727 700)	(2 738 746)	(2 865 081)
Affectations				
Activités d'investissement	19	(100 000)	(252 039)	(12 264)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	568 900	592 900	358 170
Réserves financières et fonds réservés	22	(398 100)	(423 953)	(758 112)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	70 800	(83 092)	(412 206)
	26	2 191 400	2 253 578	1 764 949
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 398 497	2 274 980

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 590 765	116 976
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	315 238)(	71 750)
Sécurité publique	3 (	122 626)(	262 167)
Transport	4 (	3 841 880)(	2 654 806)
Hygiène du milieu	5 (	4 420 932)(	6 753 258)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	3 443 104)(	99 179)
Loisirs et culture	8 (	746 292)(	789 707)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	12 890 072)(	10 630 867)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	6 741 807	2 338 639
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	252 039	12 264
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	526 221	135 473
	19	778 260	147 737
	20	(5 370 005)	(8 144 491)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(3 779 240)	(8 027 515)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	8 563 100	8 594 065	7 898 966
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	1 867 200	1 763 515	1 587 813
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7	4 440 800	4 497 930	4 164 318
Autres biens et services	8	10 188 600	10 670 590	10 247 857
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 329 400	1 213 434	1 082 043
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	134 200	134 228	102 561
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	11 400	3 173	11 289
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	1 190 400	1 176 938	1 136 574
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17	94 000	146 599	148 575
Autres	18	356 600	343 580	533 068
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	4 848 300	4 981 776	4 972 399
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Réclamations dommages/intérêts	21.1	20 000	13 091	25 575
	22	33 044 000	33 538 919	31 911 038

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 453 591	3 798 395
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 493 708	1 327 631
Réserves financières et fonds réservés	3	2 002 736	2 160 243
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(199 100)	(218 800)
Financement des investissements en cours	5	(16 854 786)	(13 057 667)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	70 805 781	66 956 444
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	61 701 930	60 966 246
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	4 453 591	3 798 395
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	4 453 591	3 798 395
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget de l'exercice suivant	12.1	730 000	475 000
▪ Règlement tarification infras	12.2	79 500	79 500
▪ Classique du maire	12.3	28 978	31 801
▪ Transport en commun	12.4	655 230	741 330
	13	1 493 708	1 327 631
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	1 493 708	1 327 631

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
Service de l'eau	17	
Autres		
▪ Assainissement des eaux (boues)	18.1	470 000
▪ Eau potable	18.2	699 918
	19	1 169 918
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
Service de l'eau	20	
Autres		
▪	21.1	
	22	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	23	686 978
Organismes contrôlés et partenariats	24	777 929
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	25	7 112
Organismes contrôlés et partenariats	26	33 290
Montant non réservé		
Administration municipale	27	81 967
Organismes contrôlés et partenariats	28	85 575
Fonds local d'investissement	29	
Fonds local de solidarité	30	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	45 730
Autres		
▪ Fonds de stationnement	32.1	11 031
	33	832 818
	34	2 002 736
		1 120 500
		11 031
		1 020 325
		2 160 243

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ()	()
Autres	39 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ()	()
	41 ()	()
Assainissement des sites contaminés	42 ()	()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ()	()
Autres		
▪	45.1 ()	()
	46 ()	()
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	48 ()	()
Autres		
▪	49.1 ()	()
	50 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	52 (350 101)	(291 572)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 ()	()
Autres		
▪ Réclamation - pluie	54.1 (199 100)	(218 800)
	55 (549 201)	(510 372)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56 350 101	291 572
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres		
▪	60.1	
	61 350 101	291 572
	62 (199 100)	(218 800)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	63 97 620	741 905
Investissements à financer	64 (16 952 406)(	13 799 572)
	65 (16 854 786)	(13 057 667)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66 107 619 246	99 804 590
Propriétés destinées à la revente	67 14 888	14 888
Prêts	68	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70	
	71 107 634 134	99 819 478
Ajustements aux éléments d'actif	72	
	73 107 634 134	99 819 478
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 (40 739 899)(	37 066 428)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (350 101)(	291 572)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 3 712 445	3 984 593
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 549 202	510 373
	79 (36 828 353)(	32 863 034)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 ())
	81 (36 828 353)(	32 863 034)
	82 70 805 781	66 956 444

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	_____	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Sainte-Anne-des-Plaines offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite contributif à prestations déterminées. En vertu de ce régime, les cotisations sont versées par l'employeur et les participants. Le Régime est enregistré conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite sous le numéro 30071. De plus, le Régime est enregistré sous le numéro 0975367.

La rente de retraite est établie selon les années de services et le salaire. Plus précisément, cette prestation de retraite correspond à 2% du salaire final moyen (3 ans) multiplié par le nombre d'années de services reconnus à la retraite. Cette rente est sujette à une réduction selon l'âge du participant à la retraite.

La dernière évaluation actuarielle disponible est le 31 décembre 2022.

		2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(47 900)	(84 300)
Charge de l'exercice	4 (	380 300)(	353 100)
Cotisations versées par l'employeur	5	437 700	389 500
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	9 500	(47 900)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	16 391 700	14 853 600
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	16 391 700)(	14 906 800)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		(53 200)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	9 500	5 300
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	9 500	(47 900)
Provision pour moins-value	12 ())
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	9 500	(47 900)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	16 391 700	14 853 600
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	16 391 700)(	14 906 800)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	)	53 200)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 858 600	901 100
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 858 600	901 100
Cotisations salariales des employés	21 (457 600)(	546 800)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()	
	23 401 000	354 300
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 (22 700)	(10 400)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 378 300	343 900
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 877 800	798 800
Rendement espéré des actifs	32 (875 800)(	789 600)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 2 000	9 200
Charge de l'exercice	34 380 300	353 100
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 1 300 600	1 230 300
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (875 800)(	789 600)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 424 800	440 700
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38 (406 300)	(345 200)
Prestations versées au cours de l'exercice	39 657 800	710 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40 16 391 700	14 853 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 1 821 400	867 300
DMERCA du nouveau volet (en années)	45 16	16
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46 8	8
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47 26	27
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 5,95 %	5,85 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 5,85 %	5,84 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques	52.1	
▪		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2025		2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs				
Actif (passif) au début de l'exercice	55			
Charge de l'exercice	56	()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57			
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61			
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value				
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63			
Provision pour moins-value	64	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs				
Nombre de régimes et avantages en cause	66			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	1	1

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) est un régime à prestations déterminées géré en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Étant donné que ce régime est un régime à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2025</u>	<u>2024</u>
Cotisations des élus au RREM	118	4 074	3 865
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	13 729	13 026
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	13 729	13 026

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TAXES		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	16 592 700	16 617 456	15 929 282
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	682 500	685 078	680 836
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	422 700	425 614	363 187
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	17 697 900	17 728 148	16 973 305
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 435 000	1 440 892	1 426 326
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	818 700	830 099	780 380
Matières résiduelles	15	1 698 500	1 699 399	1 692 868
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres				
▪ Contrôle des insectes piqueurs	17.1		320	334 687
▪ Entretien et déneigement rue privée	17.2	16 000	16 040	16 028
▪ Vidange de fosses septiques	17.3	76 000	75 223	75 649
Centres d'urgence 9-1-1	18	80 000	90 758	83 235
Service de la dette	19	522 100	521 337	561 770
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			27 744
	23	4 646 300	4 674 068	4 998 687
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	4 646 300	4 674 068	4 998 687
	28	22 344 200	22 402 216	21 971 992

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	332 100	337 599	48 941
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	362 700	368 670	351 558
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	694 800	706 269	400 499
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	2 164 100	2 164 056	2 554 463
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40	2 164 100	2 164 056	2 554 463
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45			
	46			
	47	2 858 900	2 870 325	2 954 962

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	48	314	2 008
Sécurité publique			
Police	49		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	50		
Autres	51	22 800	26 284
Sécurité civile	52		
Autres	53		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	54	1 600	2 210
Enlèvement de la neige	55		
Autres	56		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	57		
Transport adapté	58		
Transport scolaire	59		
Autres	60		
Transport aérien	61		
Transport par eau	62		
Autres	63		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	15 200	2 817
Réseau de distribution de l'eau potable	65	41 200	33 633
Traitement des eaux usées	66	3 200	1 147
Réseaux d'égout	67	50 200	38 249
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	68	210 000	189 607
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	69		
Tri et conditionnement	70		
Autres	71		
Autres	72		
Cours d'eau	73		
Protection de l'environnement	74		
Autres	75		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	76		
Autres	77		
Sécurité du revenu			
Autres	79		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	81	54 024	60 000
Promotion et développement économique			
Autres	83		
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
Autres	84	6 644	5 984
Activités culturelles			
Bibliothèques	85	76 317	99 856
Autres	86	15 000	17 150
Réseau d'électricité			
	87		
	88	419 900	477 503
		477 503	478 945

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	89		
Sécurité publique			
Police	90		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	91		
Autres	92		
Sécurité civile	93		
Autres	94		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	95	11 890	11 890
Enlèvement de la neige	96		
Autres	97		7 869
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	98		
Transport adapté	99		
Transport scolaire	100		
Autres	101		
Transport aérien	102		
Transport par eau	103		
Autres	104		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105	1 100 000	999 530
Réseau de distribution de l'eau potable	106	233 928	
Traitement des eaux usées	107	6 000	
Réseaux d'égout	108	186 972	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	109		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	110		
Tri et conditionnement	111		
Autres	112		
Autres	113		
Cours d'eau	114		
Protection de l'environnement	115		
Autres	116		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	117		
Autres	118		
Sécurité du revenu			
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique	122		
Autres	123		
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
Bibliothèques	124		
Autres	125		25 000
Réseau d'électricité			
Autres	126		
Autres	127		
Autres	128		
129	1 100 000	1 438 320	44 759

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	473 500	610 833	860 329
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	1 127 700	1 127 734	812 857
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139	288 700	142 047	288 688
	140	1 889 900	1 880 614	1 961 874
TOTAL DES TRANSFERTS	141	3 409 800	3 796 437	2 485 578

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			82
	145			82
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148	95 000	371 643	231 725
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	95 000	371 643	231 725
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166	126 000	162 466	154 995
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	126 000	162 466	154 995

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
	179			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180	12 000	13 934	13 910
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182		7 026	
	183	12 000	20 960	13 910
Réseau d'électricité	184			
	185	233 000	555 069	400 712

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	186			
Évaluation	187		8 050	1 000
Autres	188	91 100	114 816	108 537
	189	91 100	122 866	109 537
Sécurité publique				
Police	190	500	20	74
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192	5 000	7 325	4 976
Sécurité civile				
Autres	194			
	195	5 500	7 345	5 050
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196	5 000	24 360	35 983
Enlèvement de la neige	197	56 000	56 942	50 941
Autres	198			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203			
	204	61 000	81 302	86 924
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	207		25 680	
Réseaux d'égout	208			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209			
Matières recyclables	210			
Autres	211	11 000	9 726	12 349
Cours d'eau				
Protection de l'environnement	213			
Autres	214			
	215	11 000	35 406	12 349

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	624 200	733 204	641 226
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	3 300	3 882	5 162
Autres	228	36 800	51 644	45 437
	229	664 300	788 730	691 825
Réseau d'électricité				
	230			
	231	832 900	1 035 649	905 685
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	1 065 900	1 590 718	1 306 397

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	104 000	83 303	88 791
Droits de mutation immobilière	234	1 200 000	1 648 196	2 434 731
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236	9 800	5 950	8 950
	237	1 313 800	1 737 449	2 532 472
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	560 000	444 808	624 742
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239	75 000	106 398	203 858
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	230 000	276 074	254 087
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		13 641	9 764
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245		31 047	40 004
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248		691 832	
Autres	249	20 000	81 082	46 186
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	75 000	232 576	108 003
	252	95 000	1 050 178	203 957
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	497 600	534 576	534 576	496 186
Greffe et application de la loi	2	796 400	784 266	784 266	632 354
Gestion financière et administrative	3	1 545 600	1 504 094	1 504 094	1 395 385
Évaluation	4	153 200	136 077	136 077	142 207
Gestion du personnel	5	334 000	337 656	337 656	296 093
Autres					
▪ Autres	6.1	959 800	1 008 331	1 161 324	1 081 576
	7	4 286 600	4 305 000	4 457 993	4 043 801
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	4 171 700	4 183 785	4 184 392	3 923 542
Sécurité incendie				607	
Premiers répondants	9				
Autres	10	1 886 100	2 020 004	2 223 533	2 047 356
Sécurité civile	11	12 800	10 028	10 028	39 893
Autres	12	155 300	168 666	168 666	147 808
	13	6 225 900	6 382 483	6 586 619	6 158 599
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	2 748 700	2 602 297	4 553 259	4 539 605
Enlèvement de la neige	15	1 450 600	1 610 183	1 613 112	1 418 423
Éclairage des rues	16	109 500	125 674	228 230	199 462
Circulation et stationnement	17	240 200	246 528	246 528	235 439
Transport collectif					
Transport en commun	18	812 300	813 380	813 380	758 880
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	739 300	757 291	757 291	749 079
	22	6 100 600	6 155 353	8 211 800	7 900 888

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Budget 2025		Réalisations 2025		Réalisations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	893 800	910 913	188 819	1 099 732
Réseau de distribution de l'eau potable	24	254 500	268 592	496 314	764 906
Traitement des eaux usées	25	591 900	543 126	245 554	788 680
Réseaux d'égout	26	185 900	166 183	750 886	917 069
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	585 000	580 010		580 010
Élimination	28	297 000	268 645		268 645
Matières recyclables					
Collecte sélective	29	444 500	692 881		692 881
Collecte et transport	30				
Tri et conditionnement					
Matières organiques					
Collecte et transport	31	370 300	371 073		371 073
Traitement	32	140 000	136 665		136 665
Matériaux secs	33	244 900	290 764	27 042	317 806
Autres	34	140 000	140 287		140 287
Plan de gestion	35				
Autres	36	8 900	7 018		7 018
Cours d'eau	37	15 000	4 946		4 946
Protection de l'environnement	38	372 300	371 717	2 277	373 994
Autres	39	73 600	64 924		64 924
	40	4 617 600	4 817 744	1 710 892	6 528 636
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41	166 000	158 488		158 488
Autres	42				
Sécurité du revenu	43				
Autres	44				
	45	166 000	158 488		158 488
					162 726
					62 831
					4 823
					580 248
					62 831
					6 496 107

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
46	777 100	768 117	16 956	785 073	677 129
Aménagement, urbanisme et zonage					
47	30 000	90 040		90 040	100 000
Rénovation urbaine					
48	30 000	7 730		7 730	
Biens patrimoniaux					
Autres biens					
49	107 700	99 412		99 412	100 591
Promotion et développement économique					
Industries et commerces					
50					
Tourisme					
51					
Autres					
52	13 100	12 520		12 520	12 854
Autres					
53	957 900	977 819	16 956	994 775	890 574
LOISIRS ET CULTURE					
54	626 900	685 987	54 687	740 674	641 672
Activités récréatives					
Centres communautaires					
55	764 100	713 845	1 253	715 098	767 897
Patinoires intérieures et extérieures					
Piscines, plages et ports de plaisance					
56					
Parcs et terrains de jeux					
57	1 302 900	1 254 060	7 18 532	1 972 592	1 904 840
Parcs régionaux					
58					
Expositions et foires					
59					
Autres					
60	241 700	289 277		289 277	286 620
Autres					
61	2 935 600	2 943 169	774 472	3 717 641	3 601 029
Activités culturelles					
62	569 000	612 037	10 638	622 675	551 023
Centres communautaires					
63	775 600	771 441	49 192	820 633	823 895
Bibliothèques					
Patrimoine					
64	12 300	12 493	6 050	18 543	14 342
Musées et centres d'exposition					
65					
Autres ressources du patrimoine					
66	73 600	70 281		70 281	72 161
Autres					
67	1 430 500	1 466 252	65 880	1 532 132	1 461 421
Autres					
68	4 366 100	4 409 421	840 352	5 249 773	5 062 450

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Budget 2025		Réalisations 2025		Réalisations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
	69				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	70	1 350 500	1 234 885	1 234 885	1 082 167
Autres frais	71	113 100	112 777	112 777	102 437
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	72	8 400	2 000	2 000	9 200
Autres	73	3 000	1 173	1 173	2 089
	74	1 475 000	1 350 835	1 350 835	1 195 893
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	75				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS					
	76	4 848 300	4 981 776 (	4 981 776)	

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus ¹	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	304 990	350 965
Usines de traitement de l'eau potable	2	260 136	1 080 680
Usines et bassins d'épuration	3	45 904	36 805
Conduites d'égout	4	1 803 220	3 722 317
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 107 105	2 096 539
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9	419 528	5 939
Parcs et terrains de jeux	10	14 275	258 645
Autres infrastructures	11	1 382 992	1 580 875
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	27 676	46 723
Édifices communautaires et récréatifs	14	894 769	481 225
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	678 771	34 906
Ameublement et équipement de bureau	18	79 607	81 233
Machinerie, outillage et équipement divers	19	458 400	854 015
Terrains	20	3 412 699	
Autres	21		
	22	12 890 072	10 630 867

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	304 990	350 965
Usines de traitement de l'eau potable	2	260 136	1 080 680
Usines et bassins d'épuration	3	45 904	36 805
Conduites d'égout	4	1 803 220	3 722 317
Autres infrastructures	5	4 743 284	2 186 557
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10	180 616	1 755 441
Autres immobilisations corporelles	11	5 551 922	1 498 102
	12	12 890 072	10 630 867

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	33 290		26 178	7 112
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	8 185 616	4 898 579	816 042	12 268 153
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	25 154 501	2 015 621	2 067 832	25 102 290
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	33 373 407	6 914 200	2 910 052	37 377 555
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 567 780		272 148	3 295 632
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	3 567 780		272 148	3 295 632
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	416 813			416 813
	15	3 984 593		272 148	3 712 445
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 984 593		272 148	3 712 445
	19	37 358 000	6 914 200	3 182 200	41 090 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	37 358 000	6 914 200	3 182 200	41 090 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	41 090 000	37 358 000
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	16 952 406	13 799 572
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	7 112	33 290
Débiteurs	8	3 295 632	3 567 780
Autres montants	9	416 813	416 813
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	97 620	741 905
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	54 225 229	46 397 784
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
Endettement net à long terme	13		
Endettement net à long terme	14	54 225 229	46 397 784
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15		
Communauté métropolitaine	16	309 783	231 734
Autres organismes	17	2 132 000	1 917 000
Endettement total net à long terme	18	56 667 012	48 546 518
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	56 667 012	48 546 518
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme <i>ÉcoÉnergie 360</i> (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Administration générale				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	102 200	100 397	99 632
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	799 800	799 799	754 527
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	4 800	4 553	4 674
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16	166 000	158 488	162 726
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	30 900	30 900	30 000
Autres	21	13 100	12 520	12 854
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	73 600	70 281	72 161
Réseau d'électricité	24			
	25	1 190 400	1 176 938	1 136 574

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	12 434 465	10 416 348
Frais de financement	4	455 607	214 519
Autres	5		
	6	12 890 072	10 630 867

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**

Non audité	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale						
1 Cadres et contremaîtres	21,20	35,00	39 653,00	2 273 824	483 662	2 757 486
2 Professionnels						
3 Cols blancs	27,50	35,00	54 078,00	1 728 518	397 489	2 126 007
4 Cols bleus	52,90	40,00	116 523,00	3 234 787	668 013	3 902 800
5 Policiers						
6 Pompiers	13,80	40,00	30 999,00	1 060 274	177 359	1 237 633
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
8	115,40		241 253,00	8 297 403	1 726 523	10 023 926
9	7,00			296 662	36 992	333 654
10	122,40			8 594 065	1 763 515	10 357 580

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
1					
Transport en commun					
Eau et égout					
1					
2	15 194	305 422	694 108		1 014 724
3	41 198	71 480	162 448		275 126
4	3 206	1 833	4 167		9 206
5	50 223	57 133	129 839		237 195
6	2 105 749	11 890	500	142 047	2 260 186
7	2 215 570	447 758	991 062	142 047	3 796 437

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	48 428	51 769
	4	48 428	51 769
Sécurité publique			
Police	5	6	24
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	51 397	41 336
Sécurité civile	8		
Autres	9	17	50
	10	51 420	41 410
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	492 823	443 144
Enlèvement de la neige	12	34	89
Autres	13	136 779	126 708
Transport collectif	14		
Autres	15	102	422
	16	629 738	570 363
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	41 057	41 483
Réseau de distribution de l'eau potable	18	139 322	108 341
Traitement des eaux usées	19	6 170	5 369
Réseaux d'égout	20	157 802	116 341
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23	14	79
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25	74	352
Autres	26		
	27	344 439	271 965
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	4 395	3 998
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	4 395	3 998
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	244 053	230 112
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	28 019	25 617
Autres	40	343	659
	41	272 415	256 388
Réseau d'électricité			
	42		
	43	1 350 835	1 195 893

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Julie Boivin	1.1	Maire	93 679	18 733	35 120
Jean-René Labelle	1.2	Maire	9 411	2 342	2 642
Véronique Baril	1.3	Conseiller	18 726	9 363	
Pierre Berthiaume	1.4	Conseiller	18 726	9 363	
Emmanuel Dion	1.5	Conseiller	2 341	1 170	
Joelle Grenier	1.6	Conseiller	2 341	1 170	
Vincent Guénette	1.7	Conseiller	2 341	1 170	
Isabelle Hardy	1.8	Conseiller	18 726	9 363	
Marc-Olivier Leblanc	1.9	Conseiller	18 726	9 363	
Sébastien Lévesque	1.10	Conseiller	18 726	9 363	
Karine Morin	1.11	Conseiller	2 341	1 170	
Keven Renière	1.12	Conseiller	21 066	10 533	
Caroline St-Jean	1.13	Conseiller	2 341	1 170	
	2		229 491	84 273	37 762

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	2 000 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	3	30 878 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ 39 813 \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

#1015

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- 67
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 68 _____ \$
- b) autres formes d'aide 69 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?
- 70
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 71 _____ \$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
- 72
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
- 73
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025 74 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025 75 _____ \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 76 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 78 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 _____ \$
 - Systèmes de drainage 83 _____ \$
 - Abords de routes 84 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

89 _____

b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

92 2019-11-377

b) Date d'adoption de la résolution

93 2019-11-05

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|--|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | 1 254 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | 649 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

7 8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Josée Bourdon, directrice générale par intérim

Adresse courriel du directeur général

10 jbourdon@villesadp.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2026-05-12

Nom du signataire : Sylvie Poitras

Fonction du signataire : Trésorière

Date de transmission au Ministère : 2026-05-14

Date et heure de la dernière modification : 2026-05-13 13:53

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025		2024
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus				
Fonctionnement	1	30 852 600	32 683 838	32 421 069
Investissement	2	1 100 000	1 590 765	116 976
	3	31 952 600	34 274 603	32 538 045
Charges				
	4	33 044 000	33 538 919	31 911 038
Excédent (déficit) lié aux activités	5	(1 091 400)	735 684	627 007
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 100 000)(	1 590 765)(	116 976)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(2 191 400)	(855 081)	510 031
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	4 848 300	4 981 776	4 972 399
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	181 800	171 306	135 448
Remboursement de la dette à long terme	10 (	2 909 500)(	2 910 052)(	3 000 529)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	100 000)(	252 039)(	12 264)
Excédent (déficit) accumulé	12	170 800	168 947	(399 942)
Autres éléments de conciliation	13		93 640	69 837
	14	2 191 400	2 253 578	1 764 949
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		1 398 497	2 274 980

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	1 232 023	1 498 221
Débiteurs	2	9 671 779	9 065 250
Prêts	3		
Placements de portefeuille	4		
Autres	5	9 500	
	6	10 913 302	10 563 471
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8	9 350 000	5 050 001
Créditeurs et charges à payer	9	5 370 004	6 134 610
Revenus reportés	10	1 388 764	1 127 948
Dettes à long terme	11	40 739 899	37 066 428
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		47 900
Autres	13		
	14	56 848 667	49 426 887
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(45 935 365)	(38 863 416)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	107 619 246	99 804 590
Autres	17	18 049	25 072
	18	107 637 295	99 829 662
Excédent (déficit) accumulé	19	61 701 930	60 966 246

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 453 591	3 798 395
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Budget de l'exercice suivant	2.1	730 000	475 000
▪ Règlement tarification infras	2.2	79 500	79 500
▪ Classique du maire	2.3	28 978	31 801
▪ Transport en commun	2.4	655 230	741 330
	3	1 493 708	1 327 631
Réserves financières			
Service de l'eau	4		
Autres			
▪ Assainissement des eaux (boues)	5.1	470 000	440 000
▪ Eau potable	5.2	699 918	699 918
Fonds réservés			
Fonds de roulement	6	686 978	777 929
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	7	89 079	118 865
Fonds local d'investissement	8		
Fonds local de solidarité	9		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	10	45 730	112 500
Autres			
▪ Fonds de stationnement	11.1	11 031	11 031
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	12	(199 100)	(218 800)
Financement des investissements en cours	13	(16 854 786)	(13 057 667)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	14	70 805 781	66 956 444
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	15		
	16	61 701 930	60 966 246

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	54 225 229	46 397 784
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	56 667 012	48 546 518

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	7 112	33 290
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	25 102 290	25 154 501
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	12 268 153	8 185 616
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	3 295 632	3 567 780
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	416 813	416 813
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	41 090 000	37 358 000

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025		2024
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	22 344 200	22 402 216	21 944 248
Compensations tenant lieu de taxes	13	2 858 900	2 870 325	2 954 962
Quotes-parts	14			
Transferts	15	2 309 800	2 358 117	2 440 819
Services rendus	16	1 065 900	1 590 718	1 306 397
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 948 800	2 288 655	3 361 072
Autres	18	325 000	1 173 807	413 571
	19	30 852 600	32 683 838	32 421 069
Investissement				
Taxes	20			27 744
Quotes-parts	21			
Transferts	22	1 100 000	1 438 320	44 759
Autres	23		152 445	44 473
	24	1 100 000	1 590 765	116 976
	25	31 952 600	34 274 603	32 538 045

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations 2024	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	Total	Total
Administration générale	1	4 286 600	4 305 000	152 993	4 457 993	4 043 801
Sécurité publique						
Police	2	4 171 700	4 183 785	607	4 184 392	3 923 542
Sécurité incendie	3	1 886 100	2 020 004	203 529	2 223 533	2 047 356
Autres	4	168 100	178 694		178 694	187 701
Transport						
Réseau routier	5	4 549 000	4 584 682	2 056 447	6 641 129	6 392 929
Transport collectif	6	812 300	813 380		813 380	758 880
Autres	7	739 300	757 291		757 291	749 079
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	1 926 100	1 888 814	1 681 573	3 570 387	3 341 168
Matières résiduelles	9	2 230 600	2 487 343	27 042	2 514 385	2 511 860
Autres	10	460 900	441 587	2 277	443 864	643 079
Santé et bien-être	11	166 000	158 488		158 488	162 726
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	777 100	768 117	16 956	785 073	677 129
Promotion et développement économique	13	107 700	99 412		99 412	100 591
Autres	14	73 100	110 290		110 290	112 854
Loisirs et culture	15	4 366 100	4 409 421	840 352	5 249 773	5 062 450
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	1 475 000	1 350 835		1 350 835	1 195 893
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	28 195 700	28 557 143	4 981 776	33 538 919	31 911 038
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	4 848 300	4 981 776 (	4 981 776)		
	21	33 044 000	33 538 919		33 538 919	31 911 038

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 590 765	116 976
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	12 890 072)(	10 630 867)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())
Financement à long terme des activités d'investissement	4	6 741 807	2 338 639
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	252 039	12 264
Excédent accumulé	6	526 221	135 473
	7	(5 370 005)	(8 144 491)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(3 779 240)	(8 027 515)

Extrait du rapport financier, page S14